

Juin 2011

LE TEMPS

opinion Mercredi 8 juin 2011

L'UE au défi du Printemps arabe

Par Jacques Delors, Antonio Vitorino et al.

L'Union européenne a mieux à faire qu'à se barricader dans une vision sécuritaire exagérant les effets négatifs des révolutions en cours, en termes de migration ou de risques terroristes. Elle a besoin d'une stratégie visant à renforcer les forces démocratiques des sociétés arabes. Elle a beaucoup à gagner à clarifier sa relation avec les Etats qui viennent de se libérer de dictatures. Plaidoyer de Jacques Delors et Antonio Vitorino, au nom de «Notre Europe»

Les révoltes en cours dans les pays arabes ont surpris et parfois déstabilisé les dirigeants européens. Au même titre que les récents soubresauts survenus à l'est de l'Europe, elles ont conduit l'Union européenne à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis de ses voisins, sans qu'il soit clairement perceptible à ce stade qu'elle soit parvenue à se hisser à la hauteur des événements.

Se hisser à la hauteur des événements survenus dans le monde arabe, c'est tout d'abord les qualifier comme il se doit, c'est-à-dire comme une opportunité historique pour l'UE: celle de sortir du dilemme stérile entre dictatures et islamisme, et par la suite, de la «préférence pour la sécurité» qui a longtemps pesé sur ses relations avec les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée. Cette vision sécuritaire a récemment conduit à insister de manière disproportionnée sur les conséquences – négatives potentielles des «révolutions» en cours, en termes de vagues migratoires ou d'éventuels risques terroristes.

Si «risques» il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les Tunisiens, les Egyptiens et tant d'autres peuples du pourtour méditerranéen, qu'il convient d'encourager avec toute l'énergie nécessaire. C'est sur ces aspirations – là que l'UE et ses Etats membres doivent construire une relation nouvelle avec les Etats dont les peuples aspirent au changement, en affichant son soutien moral et matériel et en combinant projets de court terme et vision stratégique.

Deux urgences: le soutien aux économies et aux sociétés civiles.

C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avancées politiques pourront être consolidées et prolongées. Un plan d'aide européen massif s'impose, qui doit reposer sur la mobilisation et la mise en cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles: aide humanitaire et aide au développement, prêts de la BEI, de la BERD et des agences nationales, projets d'investissement dans les secteurs vitaux tels que le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris dans le domaine de l'agriculture... Cela implique également pour l'UE de bien se coordonner avec les grandes institutions internationales comme la Banque mondiale, avec les Etats-Unis, la Turquie, ou encore les pays du Golfe, qui sont aussi actifs dans la région. Comme au moment du «plan Marshall», l'ensemble de ces soutiens doit favoriser le rapprochement des pays bénéficiaires et l'intégration régionale. Leur mise en œuvre doit

naturellement faire l'objet de négociations précises avec les pays bénéficiaires et être proportionnée à leur degré de modernisation politique: attention cependant à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin.

C'est aussi parce que des signaux d'ouverture seront adressés aux sociétés civiles et forces démocratiques qu'elles se sentiront confortées dans leurs choix. Les dirigeants de l'UE se fourvoient en polémique sur l'accueil de quelques dizaines de milliers de migrants, à l'heure où la Tunisie s'efforce d'accorder l'hospitalité à plus de 100 000 personnes ayant fui la Libye. Il est certain qu'il faut gérer les flux avec les pays de départ et s'efforcer de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de réadmission; mais il est tout aussi essentiel de leur adresser un autre message, en facilitant la délivrance de visas pour les étudiants et les enseignants, ou à entrées multiples pour les professionnels. Sur le moyen terme, il importe d'aborder sereinement, au niveau multilatéral, l'enjeu des migrations entre des pays européens vieillissants, pour qui le recours à la main-d'œuvre étrangère est une solution davantage qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont l'essentiel des ressources humaines a vocation à être employé dans un cadre interne, mais dont une partie aspire à rejoindre les pays de l'UE.

Si la politique d'élargissement, amplifiée après la chute du mur de Berlin, a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable «politique extérieure de l'UE», le Printemps arabe doit aujourd'hui conduire à renforcer l'un des autres «piliers» de cette politique extérieure, c'est-à-dire la «politique de voisinage». Cette dernière, mise sur les rails il y a quelques années, et dont la Commission européenne et la haute représentante de l'Union Catherine Ashton viennent de proposer une refonte bienvenue, doit permettre à l'UE d'adapter sa vision stratégique aux nouveaux enjeux. Il est de l'intérêt vital de l'UE de fonder ses relations avec ses voisins méridionaux et orientaux sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, et de constituer ainsi un véritable pôle d'influence au niveau international. Cette stratégie requiert aussi une implication forte pour le règlement des conflits qui menacent la sécurité et la stabilité de régions toutes entières, comme c'est le cas en Libye. Dans ce pays, l'UE doit avant tout s'efforcer d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'Etat, en y associant l'ensemble des forces politiques et tribales.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifères sur une éventuelle compétition Sud/Est. En effet, à l'Est, les peuples manifestent également leur soif de réforme, en Ukraine, en Géorgie ou en Biélorussie notamment. L'UE et ses Etats membres se doivent de développer la prospérité et l'Etat de droit dans l'ensemble de leur voisinage. L'UE peut mieux faire en mobilisant davantage de ressources que celles annoncées sur le très court terme, mais aussi au moment de la renégociation du cadre financier qui va s'ouvrir.

De la même manière, en mettant notamment l'accent sur le concept de «différenciation», l'UE doit octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'engageant à s'attaquer à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes, etc.), être intransigeante avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, tout en s'efforçant de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. Les pays pouvant bénéficier d'un «statut avancé», comme la Tunisie ou l'Egypte, sont amenés à jouer un rôle moteur dans le rapprochement de l'UE et de son voisinage: leur réussite fera figure de test pour l'ensemble des autres pays, mais également pour l'UE.

A vision for our Arab neighbours

By Jacques Delors and António Vitorino

09.06.2011 / 14:27 CET

How the EU can be the equal of events in the Arab world.

The ongoing uprisings in the Arab world have surprised and unnerved Europe's leaders. Like recent events in eastern Europe, in countries such as [Georgia](#) and [Belarus](#), they have spurred the [European Union](#) to examine possible strategies to adopt vis-à-vis its neighbours. So far, though, it is not clear that the EU has managed to raise its game so as to be equal to the events in progress.

Being equal to the events in the Arab world is, firstly, a matter of seeing them for what they are – a historic opportunity to leave behind the sterile trade-off between dictatorship and Islamism, and thus also the 'security preference' that long weighed down upon relations with countries in the southern and eastern Mediterranean. This security mindset has recently led to a disproportionate insistence on the possible negative consequences of the ongoing 'revolutions', in terms of migration or terrorism.

If there are risks, these cannot obscure the attachment to democracy, openness and freedom shown by Tunisians, Egyptians and others around the Mediterranean, and this should be enthusiastically encouraged. The EU and its member states must build a new relationship with countries whose people desire change, one based on those people's aspirations: Europeans must provide moral and material support, combining short-term and strategic projects.

Support for economies and civil societies

If countries undergoing change can avoid further economic deterioration, then political progress can be consolidated and extended. A massive European aid programme is needed, one which must make use of all the available European and national tools – humanitarian and development aid; loans from the [European Investment Bank](#), the European Bank for Reconstruction and Development and national agencies; investment projects in vital sectors such as tourism and energy; and reciprocal trade liberalisation, including in agriculture.

The EU interventions must be fully co-ordinated with these of international institutions, the US, Turkey and the Gulf countries, which are also very active in the region. As with the Marshall Plan after the Second World War, the aid package must encourage co-operation between beneficiary countries, and regional integration. Implementation must naturally be subject to detailed negotiation with beneficiary countries, and proportional to their political modernisation – but care must be taken to avoid imposing excessively strict conditions that might delay or reduce the support these countries urgently need.

Signals of openness addressed to civil societies and democratic forces are also needed so as to strengthen the choices these forces make. EU leaders are wrong to create polemics over immigrants numbering a few tens of thousands when Tunisia is struggling to accommodate over 100,000 Libyan refugees.

It is, of course, necessary to manage inflows of migrants with the departure countries and to try and control illegal immigration by signing re-admission agreements with these countries; but it is just as essential to address another message to them – by speeding up the delivery of visas for students and teachers, and of multiple-entry visas for professionals. In the medium term, it is necessary calmly to tackle the debate over migration, in a multilateral framework, between ageing European countries (for whom foreign labour is a solution more than a problem) and much younger neighbouring countries (where the majority of people will be employed domestically, but where some aspire to work in the EU).

A challenge for the European neighbourhood policy

L'Europe au défi du « printemps arabe »

**acques Delors et
Antonio Vitorino***

l'ancien président
de la Commission
européenne et
le président du conseil
l'administration
du think-tank
Notre Europe appellent
des États membres
à soutenir moralement
et matériellement nos
voisins qui aspirent
au changement.

et en combinant projets de court terme et vision stratégique.

C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avancées politiques pourront y être consolidées. Un plan d'aide européen massif s'impose, fondé sur la mise en

cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles - en liaison avec les États Unis, la Turquie et les pays du Golfe : aide extérieure, prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), projets d'investissement dans le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris en matière agricole... Comme au moment du « plan Marshall », l'ensemble de ces soutiens doit

Si « risques » il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les peuples du pourtour méditerranéen, qu'il faut encourager avec



de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de réadmission ; mais il est aussi essentiel de faciliter la délivrance de visas pour les étudiants, les enseignants et les professionnels.

Sur le moyen terme, il importe d'aborder au niveau multilatéral l'enjeu des migrations entre une Europe vieillissante, pour qui le recours à la main-d'œuvre étrangère est plus une solution qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont une partie des ressources humaines aspire à nous rejoindre.

Après la « chute du Mur », la politique d'élargissement a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable « politique extérieure de l'UE » : le « printemps arabe » doit aujourd'hui conduire à renforcer sa « politique de voisinage »,

il s'agit ainsi d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'État.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifères sur une éventuelle compétition entre Sud et Est, d'autant que les peuples manifestent aussi pour des réformes en Ukraine, en Géorgie et en Biélorussie. L'UE doit développer la prospérité et l'État de droit dans l'ensemble de son voisinage. En mobilisant plus de ressources que celles annoncées à très court terme, mais aussi au moment de la renégociation à venir de son « cadre financier ».

En optant pour la « différenciation », l'UE doit enfin octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'attaquant

Sur le moyen terme, il importe d'aborder au niveau multilatéral l'enjeu des migrations entre une Europe vieillissante et des pays voisins beaucoup plus jeunes

dont la Commission européenne
et Catherine Ashton viennent
de proposer une refonte bienvenue

L'UE doit fonder ses relations avec ses voisins méridionaux et orientaux sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, pour constituer un véritable pôle d'influence au niveau international. Cela suppose une implication forte pour le règlement des conflits qui menacent la sécurité et la stabilité de la région : en Libye,

à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes), être intransigeante avec ceux qui baroquent les droits fondamentaux, et s'efforcer de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. A cet égard, la réussite de pays comme la Tunisie ou l'Égypte est essentielle : elle fera figure de test pour les autres pays, mais également pour l'UE et ses dirigeants.

* Tribune cossignée avec l'ensemble du conseil d'administration de Notre Europe
<http://www.notre-europe.eu>

<http://www.notre-europe.eu>

Faut-il se priver du gaz de schiste ?

Claude Allègre

[La UE ante el desafío de la primavera árabe, de Jacques Delors y Antonio Vitorino en El Mundo](#)

TRIBUNA: RELACIONES COMUNITARIAS (06.07.2011)

Las revueltas que se están desarrollando en los países árabes han sorprendido y, a veces, desestabilizado a los líderes europeos. Al igual que los recientes sobresaltos en el Este de Europa, las citadas rebeliones obligaron a la Unión Europea a interrogarse sobre la estrategia a seguir en relación con sus vecinos, sin que se perciba claramente, al menos hasta ahora, que haya sido capaz de colocarse a la altura de los acontecimientos.

Situarse a la altura de los acontecimientos que se están produciendo en el mundo árabe implica, ante todo, considerarlos como se merecen. Es decir, como una oportunidad histórica para la UE. Es la ocasión de salir del estéril dilema entre dictaduras e islamismo y, por consiguiente, romper con la *opción por la seguridad* que durante tanto tiempo ha dirigido las relaciones comunitarias con los países de la orilla sur y este del Mediterráneo. Esta opción por la seguridad condujo, incluso recientemente, a insistir, de una forma desproporcionada, sobre las potenciales consecuencias negativas de las *revoluciones* en marcha, sobre todo poniendo el foco en las eventuales oleadas migratorias o en los riesgos terroristas.

Pero si bien existen, lo que está claro es que los *riesgos* no pueden ocultar la demostración de afecto hacia los valores de la apertura, de la democracia y de la libertad que están dando los tunecinos, los egipcios y tantos otros pueblos de la cuenca mediterránea. Una demostración que conviene apoyar con toda la fuerza necesaria. Porque sobre esas aspiraciones la UE y sus estados miembros tienen que construir una nueva relación con las naciones cuyos pueblos aspiran a un cambio, mostrándoles su apoyo moral y material, combinando proyectos a corto plazo con otros estratégicos.

Los cambios políticos podrán consolidarse, si se evita que la situación económica se deteriore todavía más en los países que se han puesto en marcha. Es necesario activar un plan de apoyo masivo, que tiene que reposar sobre la movilización y la armonización del conjunto de instrumentos europeos y nacionales disponibles: ayuda humanitaria y ayuda al desarrollo, préstamos del BEI, ayudas al turismo y a la energía, apertura comercial recíproca incluida la del sector agrícola...

Eso implica que la UE se coordine a fondo con las grandes instituciones internacionales como el Banco Mundial, con EEUU, con Turquía o con los países del Golfo, que también son actores en la región. Al igual que en el época del Plan Marshall, el conjunto de estas ayudas debe favorecer el acercamiento a los países beneficiarios de ellas, así como su integración regional. Evidentemente, la puesta en marcha de este plan tendrá que ser objeto de precisas negociaciones con los países beneficiarios y adecuarse a su grado de modernización política. Eso sí, prestando atención especial a no imponer unas condiciones demasiado estrictas, que podrían retrasar o hacer disminuir el urgente apoyo que estos países necesitan.

De esta forma, estaremos mandando también signos de apertura a las sociedades civiles, que confortarán en sus opciones a las fuerzas democráticas. Los líderes de la UE se pelean y polemizan sobre la acogida de unas cuantas decenas de miles de inmigrantes, en el momento en que Túnez se está esforzando por conceder hospitalidad a más de 100.000 personas que huyen de Libia. Está claro que hay que gestionar los flujos migratorios con los países de origen y esforzarse por controlar la inmigración clandestina, firmando con dichas naciones acuerdos de readmisión. Pero, al mismo tiempo, también es esencial dirigirles otro mensaje, facilitando los visados a estudiantes y profesores o a otros profesionales.

A medio plazo, hay que abordar seriamente, y de forma multilateral, el tema de las migraciones entre unos países europeos envejecidos, para los que el recurso a la mano de obra extranjera es una solución más que un problema, y unos países vecinos con una población mucho más joven y con unos recursos humanos cuya vocación esencial es encontrar empleo en sus respectivos países, pero una parte de los cuales aspira a trabajar en la UE.

Si la política de ampliación, puesta en marcha tras la caída del muro de Berlín contribuyó a proporcionar un contenido concreto a la inexistente *política exterior de la UE*, la primavera árabe debe conducirnos hoy a reforzar otro de los *pilares* de esta política exterior, es decir, la *política de buena vecindad*. Una política puesta en marcha hace algunos años y cuya refundación acaban de proponer la Comisión Europea y la Alta Representante de la Unión, Catherine Ashton. Tal refundación debe permitir a la UE adaptar su visión estratégica a la nueva situación.

Para la UE, es vital cimentar las relaciones con sus vecinos meridionales y orientales sobre la base común de la interdependencia y de los valores compartidos, para poder constituir, de esta forma, un auténtico polo de influencia en el ámbito internacional. Esta estrategia requiere también una profunda implicación en la solución de los conflictos que amenazan la seguridad y la estabilidad de regiones enteras, como el de Libia. En este país, la UE tiene que esforzarse ante todo por acelerar la salida de los actuales dirigentes y ayudar en la reconstrucción del Estado, asociándose al conjunto de las fuerzas políticas y tribales.

En el actual contexto de crisis, sería especialmente absurdo relanzar el mortal debate sobre una eventual competición sur/este. En efecto, en el este los pueblos también manifiestan su sed de reformas, sobre todo en Ucrania, en Georgia y en Bielorrusia. La UE y sus países miembros deben ayudar a desarrollar el Estado de Derecho en el conjunto de los países vecinos. Y para conseguirlo, deberían movilizar más recursos que los anunciados a corto plazo, pero también durante la renegociación del marco financiero que se va a volver a activar.

Por otra parte, poniendo el acento en el concepto de *diferenciación*, la UE debe conceder ventajas suplementarias a los países comprometidos en erradicar sus males recurrentes (nepotismo, corrupción, etc.), debe ser intransigente con los que pisotean los derechos fundamentales, al tiempo que debería esforzarse en apoyar al conjunto de las sociedades civiles. Los países que pueden beneficiarse de un estatus especial, como Túnez o Egipto, están llamados a jugar un papel de motor en el acercamiento de la UE a sus vecinos. El éxito de esta iniciativa servirá de ejemplo a los demás países de la zona, pero también a la UE.

Jacques Delors fue presidente de la Comisión Europea y fundador de Notre Europe, el *think tank* que **Antonio Vitorino** dirige en la actualidad.

EU hopes for Arab Spring fading

By [Catherine Field](#)

5:30 AM Monday Jun 13, 2011

PARIS - Europe is watching with concern as the Arab spring turns to summer and the fast-track exit of dictators of a few months ago is replaced by mess, bloodshed and uncertainty.

In Libya, Syria and Yemen, brutal regimes are fighting for their lives, and in doing so are reviving ancient tribal tensions.

Bahrain has crushed its pro-democracy opposition. Tunisia and Egypt, still fragile, have yet to stage elections that will consolidate their revolutions and are mired in economic problems.

Few in Europe are tempted to draw a parallel between 2011 and 1989, when eastern European tyrants were toppled one after another and democracies sprang up like flowers.

Many still clamour for action, saying this is a golden chance to help North Africa and the Middle East - for decades an area of poverty and oppression - become a zone of stability and prosperity.

But this view is now coloured by awareness of the scale of the task as the death toll mounts and waves of migrants wash up on European shores.

Willpower is also sapped by the European Union's own problems, ranging from the Greek debt crisis, which threatens the euro, to the EU's dysfunction.

Three competing EU offices - the European Council, the Commission and foreign affairs representatives - claim to speak for 27 nations and 500 million people.

It has been left to the old powers, Britain and France, using their clout in the United Nations Security Council to lead the diplomatic charge for a toughly-worded resolution to condemn Syria's bloody crackdown.

Militarily, too, Europe is in a bad way. France and Britain have led the war on Libya, but the cost of the conflict, nearly four months old, is creeping more and more into national headlines, and commentators are asking searchingly whether there is an exit strategy.

Of the 26 European members of Nato, only six are taking part in air strikes and one of these, Norway, has said it will quit on August 1. Stocks of smart bombs and air-to-ground missiles are so meagre that air forces have had to beg supplies off the Americans.

Departing Defence Secretary Robert Gates blasted Europe last week for what he called a flabby commitment on Libya and its ever-smaller defence budgets.

"Future US political leaders - those for whom the Cold War was not the formative experience that it was for me - may not consider the return on America's investment in Nato worth the cost," he warned in Brussels.

Europe is not alone in feeling powerless. Turkey, as a solid Muslim democracy, Nato member and EU hopeful, has failed to deliver on hopes that it could sway matters in Libya and neighbouring Syria.

Unable to influence events as they unfold, Europe's best role will be to provide funding, skills and trade for new regimes that emerge from the smoke and rubble, say some.

"The ongoing uprisings in the Arab world have surprised and unnerved Europe's leaders," former European Commission chief, Jacques Delors, one of the architects of EU integration, said last week in a co-authored commentary published by European Voice, an influential Brussels newsletter.

Delors said European nations had to muster many billions of dollars and weave them together in a coherent aid strategy akin to the Marshall Plan that revived Western Europe after World War II.

"A massive European aid programme is needed, one which must make use of all the available European and national tools."

Michael Emerson, of the Centre for European Policy Studies think-tank, said 3 billion (\$5.24 billion) had been swiftly earmarked from EU funds and "this could make a difference" if further donations pledged nationally and multilaterally at last month's G8 summit come good.

But, he said, Europe's policy on trade and labour mobility towards its southern neighbours was in a disastrous state. Reform was needed to fix "glaring contradictions" that wall out poor countries desperate to sell to the world's biggest commercial bloc.